

Fonction publique: les syndicats boycottent un rendez-vous ministériel

Paris, 6 nov. 2017 (AFP) -

Les syndicats de la fonction publique ont annoncé sans surprise lundi qu'il boycottaient une réunion prévue le jour même avec leur ministre de tutelle Gérard Darmanin "faute d'avancée" sur leurs revendications, tandis qu'environ 200 militants se sont rassemblés devant Bercy en signe de protestation, a constaté une journaliste de l'AFP.

Parmi eux, plusieurs membres du syndicat de police Alliance et de FO pénitentiaire, notamment.

"Le désaccord reste entier sur l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG et sur la mise en place du PPCR (plan de revalorisation des carrières acté sous le gouvernement précédent, NDLR) (...). Nous ne nous rendons donc pas à la convocation de ce jour", a expliqué la CFDT dans un communiqué, résumant la position de l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC, CFTC et FA-FP).

"On revendique toujours deux choses: que 2018 ne soit pas une année blanche pour les agents", ce qui passe par "l'application de PPCR" et une compensation de la hausse de la CSG qui "redonne du pouvoir d'achat aux agents", a expliqué Luc Farré (Unsa) à l'AFP. "On ne peut pas démarrer un quinquennat sans écouter les agents publics", a-t-il ajouté.

Le rassemblement vise à "dire notre colère, le mécontentement fort face à un mépris ouvertement affiché", a renchéri Denis Turbet-Delof (Solidaires).

Un conseil commun de la fonction publique prévu dans l'après-midi avec le ministre devait examiner, entre autres, des projets de décret de compensation de la hausse de la CSG et les modalités d'application du report d'un an du PPCR, qui devrait concerner près de 4,4 millions d'agents. Ce décalage dans le temps aura un effet négatif sur le pouvoir d'achat des agents, dont les cotisations retraite ont parallèlement augmenté, selon les syndicats.

Les syndicats avaient menacé de boycotter ce rendez-vous si le gouvernement ne les entendait pas, en dépit d'une journée unitaire de grèves et de manifestations qui avait rassemblé entre 200.000 et 400.000 agents publics dans les rues, le 10 octobre.

Le gouvernement a par ailleurs annoncé une compensation de la hausse de la CSG via la suppression de cotisations spécifiques aux fonctionnaires et une prime compensatoire supplémentaire versée en janvier 2018, calculée sur la moyenne de la rémunération 2017 et actualisée une fois, au 1er janvier 2019.

Les syndicats dénoncent ces mesures en estimant qu'elles ne sont pas équivalentes à une augmentation du pouvoir d'achat, contrairement aux promesses du président Emmanuel Macron.

sp-ls/cel/mm

Afp le 06 nov. 17 à 12 57.